



Les Etats-Unis entraînent l'UE dans une alliance antichinoise

Par [Alexandre Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 11 mai 2021

[Observateur continental](#)

Région : [Asie](#), [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Le politologue allemand Henrik Müller sur les pages du *Manager Magazin* écrit que les Etats-Unis poussent les Européens à contenir plus activement la Chine, qui s'est transformée en une grave menace pour « l'Occident collectif » et se comporte de plus en plus agressivement.

L'Amérique fait pression sur ses alliés en exigeant de se joindre au front antichinois, mais l'Europe est pratiquement incapable de réagir au défi chinois. Cela concerne avant tout l'Allemagne, qui est contrainte de faire preuve de retenue car elle est économiquement liée à la Chine plus que tous les autres pays européens. Ce qui crée un dilemme pour le gouvernement allemand pour savoir ce qui est plus important: l'argent chinois ou la « solidarité occidentale ».

Des mouvements tectoniques se produisent dans la politique mondiale, [rappelle](#) Henrik Müller. Pendant que Pékin construit son empire commercial « La Ceinture et la Route », rend dépendants les pays émergents en leur accordant des prêts et aspire à l'indépendance dans le secteur des hautes technologies, l'administration de Joe Biden cherche à constituer un front antichinois en faisant appel aux pays de la région Asie-Pacifique et à l'Inde.

Une situation particulièrement dangereuse se déroule autour de Taïwan. L'hebdomadaire britannique *The Economist* a qualifié Taïwan d'endroit « le plus dangereux sur terre ». Jusqu'à présent, selon les experts, la peur face à une riposte américaine empêchait Pékin de capturer l'île, mais le rapport des forces change de plus en plus clairement au profit de la Chine. La situation devient également tendue à Hong Kong, où le gouvernement chinois a de facto piétiné tous les engagements pris après le départ du Royaume-Uni.

Comment l'Europe peut-elle réagir à « la nouvelle agressivité » de Pékin? Sur le plan militaire, l'UE faiblit, écrit Henrik Müller, et sur le plan économique elle dépend de plus en plus de la Chine. Cela concerne avant tout l'Allemagne, pour qui le marché chinois est devenu tout aussi important que l'américain. En 2020, les échanges sino-allemands ont atteint 212,6 milliards d'euros. Au total, les Allemands ont investi en Chine 84 milliards d'euros. Cela représente pour l'instant un dixième des investissements allemands en Europe, mais la part de la Chine grandit constamment.

Les liens économiques aussi étroits expliquent la dépendance de l'UE de la Chine. C'est pourquoi ils craignent de mettre Pékin en colère et ne veulent pas le défier ouvertement. Tandis que les Etats-Unis insistent sur une approche occidentale consolidée vis-à-vis de la Chine, l'UE sous la présidence de l'Allemagne et avec la participation personnelle de la

chancelière allemande Angela Merkel a signé avec la Chine fin 2020 un accord d'investissement, qui n'a pas du tout été apprécié par Washington. Selon plusieurs médias occidentaux, cet accord est une « trahison » des partenaires de l'UE, des Etats-Unis et du Royaume-Uni, parce qu'il accorde des avantages commerciaux unilatéraux à Pékin.

Cependant, Washington continue d'imposer sa ligne antichinoise. Il y a quelques semaines, les Etats-Unis avec leurs alliés les plus proches (l'UE, le Canada et le Royaume-Uni) ont décrété des sanctions conjointes contre la Chine à cause de l'oppression des droits du peuple ouïghour. Pékin a adopté des contremesures en interdisant l'entrée en Chine à plusieurs députés européens. Le risque de sanctions économiques chinoises pèse sérieusement sur l'Europe.

L'UE craint de se retrouver dans l'engrenage de la confrontation américano-chinoise et tire la sonnette d'alarme. Selon l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (Stiftung Wissenschaft und Politik), « il existe un risque que la rivalité stratégique, qui s'aggrave entre les Etats-Unis et la Chine, dégénère en conflit mondial structuré ». Cela conduirait à une « démondialisation » et à une division du monde en deux systèmes, où domineraient les Etats-Unis et la Chine. Dans ce cas, l'Europe se retrouverait dans une situation difficile. D'après les experts européens, l'UE appliquait trop longtemps une ligne confortable pour elle, selon laquelle la politique des portes ouvertes et le développement économique de la Chine conduiraient au final à la libéralisation politique et sociale.

Mais c'est l'inverse qui s'est produit: la Chine s'enrichissait mais devenait de moins en moins libre. Cette tendance s'est particulièrement manifestée avec le dirigeant chinois actuel Xi Jinping. La Chine est devenue un défi pour l'Occident à la fois dans le secteur économique et géopolitique. Cependant, l'Europe accordait peu d'importance à ce retournement de la politique chinoise.

Dans le monde contemporain où jouent un rôle de plus en plus important non seulement les échanges de marchandises physiques, mais avant tout les flux de l'information et les technologies, le comportement de la Chine devient de plus en plus inacceptable pour l'Occident. Néanmoins, constate Henrik Müller, l'Europe est si faible qu'elle ne peut rien opposer aux ambitions mondiales de Pékin.

Le renforcement de la cohésion interne de l'UE doit devenir une prémisse à l'élaboration d'une position commune de l'UE, selon le politologue allemand. Aux Etats-Unis, l'administration Biden tente de surmonter le lourd patrimoine de Donald Trump et l'épidémie de coronavirus, organise des réformes sociales et d'infrastructure. Seulement après cela les Américains pourront entamer la lutte contre la « superpuissance mondiale » chinoise. L'Europe est encore loin des objectifs « antichinois » fixés par les Etats-Unis, conclut Henrik Müller. Mais les premiers pas sont faits, notamment le renforcement progressif de la coopération militaro-politique avec l'Amérique.

En prévision de la récente visite du secrétaire d'Etat américain Antony Blinken en Europe, l'UE a officiellement décrété des sanctions « synchronisées avec les Etats-Unis » contre les voyages et les actifs de certains hauts fonctionnaires chinois. Il s'agit des premières sanctions de l'UE contre la Chine depuis 1989, après la répression des manifestations d'étudiants sur la place de Tiananmen.

Alexandre Lemoine

Articles Par : [Alexandre Lemoine](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca